Extrait du Le Vénissian

https://levenissian.fr/Fier-e-s-d-etre-communistes,21

Une autre base commune pour le 33ème congrès

Fier(e)s d'être communistes

- S'organiser... - FV&R le PCF ! -

Date de mise en ligne : lundi 2 janvier 2006

Copyright © Le Vénissian - Tous droits réservés

1 - Une situation politique et sociale contrastée et explosive

Fidèle à sa nature, la droite attaque les acquis sociaux. La gauche dans les régions devrait être un rempart. De nombreuses luttes montrent que la capacité de résistance de notre peuple grandit. Le capitalisme perd de sa crédibilité. Le potentiel de rayonnement du PCF s'élargit.

La droite est revenue au pouvoir depuis trois ans. Le gouvernement de Villepin, sous l'égide du président Jacques Chirac, conduit avec le Medef une politique de lutte de classe ouverte et frontale. Elle attaque durement les travailleurs, les familles populaires et les couches moyennes en mettant en oeuvre avec acharnement une politique régressive et liberticide. Elle criminalise la misère, l'immigration, l'action syndicale de classe et de combat, ainsi que les salariés qui se rebellent. Elle mène une répression de classe.

Elle démolit méthodiquement le socle social de notre pays qu'il a fallu des générations de luttes pour construire. Elle mine les valeurs de la République. Elle fait exploser ce que nous pourrions qualifier de « modèle social français ». C'est ce que Nicolas Sarkozy appelle la « rupture » avec le modèle français.

Les violences urbaines ont montré de façon dramatique à quel point de délitement notre société était parvenue.

Sous les coups de boutoir de la politique régressive du gouvernement de droite, le pire peut être devant nous. Après l'échec de Lionel Jospin et du Parti socialiste en 2002, la gauche a bénéficié du « retour de bâton » contre la droite en conquérant la quasi-totalité des régions, dirigées par un président socialiste. Mais, au lieu d'être le rempart qu'elle promettait, elle accompagne la politique de décentralisation Raffarin au détriment des services publics. Le congrès du PS a confirmé son ancrage social-libéral, du côté des partisans du oui à la Constitution européenne malgré le vote majoritaire « contre » de son propre électorat le 29 mai dernier.

Cette confirmation interpelle directement notre politique d'union pour dégager une perspective au moment où l'on veut enfermer notre peuple entre le vote populiste et un vote « utile » sans lendemain.

Dans le même temps, les luttes sont plus nombreuses, plus déterminées. Il y a eu le grand mouvement populaire pour les retraites en 2003, pour l'enseignement, pour défendre EDF, ainsi que de nombreuses actions des salariés dans les entreprises, notamment victimes des stratégies de délocalisations. De nombreuses catégories sociales sont entrées dans l'action pour faire valoir leurs revendications et défendre leurs intérêts : paysans, intermittents du spectacle, avocats, journalistes, chercheurs, professionnels de santé, cheminots...

Les luttes des marins de la SNCM et des traminots marseillais ont témoigné d'une conscience grandissante de la valeur des entreprises publiques et nationales. Il est dommage, à ce propos, que le PCF ne se soit pas fait porteur de propositions politiques audacieuses, à l'échelle du pays, qui auraient grandement contribué à soutenir les salariés dans l'action.

Notre peuple a montré le 29 mai sa capacité à résister et à se mêler de la politique. Plusieurs signes montrent que le PCF a entamé sa remontée : résultats des listes communistes aux Régionales de 2004, adhésions, des jeunes s'intéressent de nouveau au PCF, activité militante, campagne et résultats du référendum sur la Constitution.

Des sondages attestent que 61 % des Français ont une mauvaise image du capitalisme et 51 % une bonne image du socialisme. Nous pouvons nous inscrire dans cette dynamique en définissant, lors de notre 33e congrès, des orientations nouvelles en rupture avec les stratégies d'accompagnement du capitalisme adoptées depuis 30 ans.

2 - Changer de stratégie pour rompre avec le système capitaliste et battre toutes les politiques de droite

Copyright © Le Vénissian

La stratégie d'accords de sommet, cautionnée par des forums, +est suicidaire. Il faut inverser cette stratégie, donner la priorité aux luttes sociales et politiques, refuser les alternances en trompe l'oeil pour proposer une réelle transformation révolutionnaire de la société.

Les échecs de notre politique d'union au sommet avec un parti socialiste dominant pour battre la droite, de nos deux participations gouvernementales, de la primauté des alliances électorales ne sont plus à démontrer.

Cela a conduit, en 30 ans, à :

- Des politiques d'accompagnement du capitalisme,
- La paupérisation d'une partie grandissante de la société, familles populaires, monde ouvrier et salarié,
- Un affaiblissement considérable du mouvement ouvrier et revendicatif,
- Une montée en puissance du Front national dès 1984 et de l'abstention dans les milieux populaires,
- Un recul électoral et organisationnel du PCF jusqu'à l'effondrement du 21 avril 2002.

Il serait suicidaire que le PCF s'obstine à poursuivre cette stratégie. Elle divise plus qu'elle ne rassemble, décourage les milieux populaires, les forces militantes, accentue la délégation de pouvoir et finit par dessaisir le mouvement social au moment où il doit donner de la force pour construire un changement solide etdurable.

Le capitalisme ne peut être battu que par un large mouvement populaire conscient, puissant, déterminé, dans les luttes et dans le vote qui débouche sur une perspective politique contrôlée par ce même mouvement.

Notre stratégie doit donner la priorité aux luttes sociales et politiques. Nous devons afficher notre refus d'une fausse alternance qui se traduit à chaque fois par le retour d'une droite plus musclée et par un renforcement du populisme.

Notre rôle n'est pas de participer aux illusions. Ne nous cachons pas l'ampleur de la tâche. La clarification doit guider notre stratégie dans le souci de rassemblement large et unitaire sur des bases anticapitalistes jusqu'à créer un mouvement majoritaire.

Pourquoi serions-nous condamnés à nous effacer dans des alliances de sommet avec l'extrême gauche ou la social-démocratie, à laisser en désespérance les millions d'électeurs socialistes qui ont dit non à la Constitution ?

C'est dans des périodes comme celle de 1936, sans participation au gouvernement ou à la Libération, avec participation gouvernementale de 1945 à 1947, lorsque le PCF a agi en pleine indépendance, qu'il a été le plus efficace pour notre peuple. Au sein du Conseil national de la Résistance, rassemblant toutes les forces patriotiques, les communistes ont contribué à élaborer des propositions progressistes pour la reconstruction de la France exsangue. N'est-ce pas notre raison d'être ? En revanche nos participations gouvernementales de 1981 à 1984 et de 1997 à 2002 n'ont toujours pas fait l'objet d'un inventaire.

Notre action politique doit reposer sur les luttes contre le système capitaliste avec l'objectif d'en finir avec lui. Cela exige d'identifier clairement les ruptures nécessaires en France et en Europe, de les porter dans les luttes et dans le vote par des candidats communistes. C'est pourquoi il faut décider du principe d'une candidature du PCF à l'élection présidentielle et partout aux législatives.

En revanche, ériger la question d'une participation gouvernementale en choix stratégique, comme en 1997, nous ferait perdre notre indépendance et pourrait nous amener, comme dans le passé, à cautionner des politiques contraires aux intérêts de notre peuple et aux valeurs qui nous ont toujours animés. Le contenu de notre campagne à l'élection présidentielle sera pour cela déterminant.

À chaque étape, c'est aux communistes de décider de la marche à suivre, des positions à prendre.

3 - Un programme populaire pour les luttes et les échéances politiques de 2007-2008

Copyright © Le Vénissian

Le congrès doit formuler des propositions pour donner du crédit à notre intervention politique dans les luttes et dire clairement ce que devraient être les premières mesures d'un éventuel gouvernement de gauche qui déciderait de rompre avec le passé.

Les communistes ne sont pas les partisans du tout ou rien. Ils n'attendent pas un hypothétique grand soir et agissent au quotidien dans le concret des entreprises, des quartiers, des institutions.

Depuis plusieurs années, les communistes veulent un programme politique de transformation. Le présent projet n'a pas la prétention d'en élaborer un, mais d'indiquer (voir annexe) quelques propositions et axes de lutte qui précisent le sens de notre démarche.

Ces propositions sont autant d'objectifs de lutte pour les combats politiques immédiats. Elles peuvent également servir de plate-forme pour le candidat communiste à l'élection présidentielle et les candidats communistes aux élections législatives de 2007, servir d'ébauche d'un projet communiste.

Ces propositions peuvent servir de base pour déterminer notre attitude en cas de victoire de la gauche. Il n'y aura pas changement possible des politiques sociales sans un changement radical des politiques économiques. Il faut combiner progrès social et progrès économique.

Copyright © Le Vénissian